

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET  
FINANCIERES  
Urbanisme et Environnement

LE PREFET  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DE LA REGION ALSACE  
COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 18 de ce dernier texte ;
- VU le décret n° 53-577 du 10 mai 1953 modifié, fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1981 autorisant la Société STRAFOR à procéder à la régularisation administrative et à l'extension de l'usine de fabrication de mobiliers de bureau située 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN ;
- VU les demandes formulées par cette Société en vue de mettre en conformité la chaufferie de cet établissement et d'obtenir l'atténuation de certaines prescriptions du titre VIII de l'arrêté du 13 novembre 1981 ;
- VU les avis et propositions de l'Ingénieur de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche, Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 16 décembre 1986 ;
- APRES communication à la société STRAFOR du projet d'arrêté ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

.../...

A R R E T E

Article 1 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 1981 autorisant la Société STRAFOR à exploiter 56, rue Jean Giraudoux à STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN, diverses installations classées (chaufferie, traitement chimique des métaux, application et séchage de peintures, emploi de matières plastiques ou de résines synthétiques, travail du bois, charge d'accumulateurs...) sont modifiées comme suit :

Article 2 :

Le débit moyen journalier fixé à l'article 25 de l'arrêté précité est limité à 250 m3/jour.

Les autres paramètres restent inchangés.

Article 3 :

Les trois premiers alinéas de l'article 32 dudit arrêté sont supprimés et remplacés par les prescriptions suivantes :

- "Un autocontrôle journalier de la qualité des eaux rejetées dans le réseau d'assainissement sera effectué par l'exploitant indépendamment des contrôles par un laboratoire agréé que l'Inspection des Installations Classées pourra imposer".
- "Cet autocontrôle portera sur la définition journalière de la demande chimique en oxygène, des teneurs en matières en suspension et en hydrocarbures et hebdomadaire de la demande biochimique en oxygène à partir d'un échantillon moyen journalier prélevé proportionnellement aux débits".
- "Les frais engendrés par ces analyses seront supportés par l'exploitant".
- "Les relevés auxquels elles donneront lieu seront régulièrement transmis à l'Inspection des Installations Classées et au plus tard le 15 du mois suivant. En outre, le cahier sur lequel ils seront consignés sera tenu sur place à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées".

Les autres dispositions de cet article demeurent inchangées.

.../...

Article 4 :

La référence à l'instruction ministérielle du 21 juin 1976 mentionnée à l'article 35 de l'arrêté précité du 13 novembre 1981 est remplacée par celle de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 (J.O. du 10 novembre 1985).

Article 5 :

Les articles 46 et 47 sont remplacés par les prescriptions suivantes :

Article 46 :

La puissance calorifique des installations de production de vapeur et d'eau chaude de l'établissement sera de 22 600 th/h. Celles-ci seront constituées d'une part, de deux générateurs totalisant 11 600 th/h alimentés exclusivement en fuel-oil lourd à très basse teneur en soufre (teneur en soufre inférieure à 1 %) et d'autre part, d'un générateur de 11 000 th/h alimenté exclusivement en gaz naturel.

Article 47 :

Les installations de combustion devront satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

Les hauteurs des cheminées sont fixées, compte-tenu de la nature des combustibles utilisés, à :

- 17 mètres au moins pour les deux premiers générateurs ;
- 25 mètres au moins pour le troisième.

Article 6 :

Les dispositions du titre II de l'arrêté du 13 novembre 1981 précité sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 56 :

Constitution

Sous cette dénomination sont comprises les chaînes de dégraissage phosphatation par aspersion en circuit fermé comprenant des tunnels à 4 étages (prédégraissage-dégraissage phosphatation-rinçage-passivation) suivi d'un séchage par convection forcée, ainsi constituées :

- chaîne AIR INDUSTRIE
  - . bac de dégraissage : 6 m<sup>3</sup>
  - . bac de dégraissage phosphatant : 12 m<sup>3</sup>
  - . bac de passivation : 3,85 m<sup>3</sup>.

- chaîne SERIPP

- . bac de prédégraissage : 7 m<sup>3</sup>
- . bac de dégraissage phosphatant : 13 m<sup>3</sup>
- . bac de passivation : 4,2 m<sup>3</sup>.

- chaîne COLONAIR

- . bac de prédégraissage : 5 m<sup>3</sup>
- . bac de dégraissage : 6,5 m<sup>3</sup>
- . bac de passivation : 4 m<sup>3</sup>.

- chaîne TUNZINI

- . bac de prédégraissage : 3,5 m<sup>3</sup>
- . bac de dégraissage : 6,3 m<sup>3</sup>.

Article 57 :

Les installations susindiquées seront aménagées et exploitées conformément aux prescriptions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surfaces.

Aménagement

Article 58 :

58.1. :

Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

58.2. :

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme/litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

58.3. :

Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puisse se mêler.

58.4. :

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

58.5. :

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

58.6. :

Le traitement des eaux résiduaires peut être effectué soit en continu, soit par cuvées.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués soit en continu, soit à chaque cuvée, selon la méthode de traitement adoptée.

L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification sera aménagé pour permettre ou faciliter l'exécution des prélèvements.

58.7. :

Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme efficace signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites du pH et entraîner automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau.

Article 59 :

Exploitation

59.1. :

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

.../...

59.2. :

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- . la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- . les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- . la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;
- . les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance ;
- . les modalités d'intervention en cas de situation anormale et accidentelle ;

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

59.3. :

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'Inspection des Installations Classées sur sa simple demande.

59.4. :

Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets, conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

.../...

## Article 60 :

### Rejets atmosphériques

#### 60.1. :

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être si nécessaire captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère.

#### 60.2. :

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

#### 60.3. :

Les débits d'aspiration correspondront au moins aux valeurs mentionnées dans l'étude d'impact annexée à la demande d'autorisation. Ces débits seront en cohérence avec les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

#### 60.4. :

Les effluents ainsi aspirés doivent être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc...) pour satisfaire aux exigences du paragraphe 60.5. du présent arrêté.

#### 60.5. :

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

- |                                     |                         |
|-------------------------------------|-------------------------|
| . acidité totale, exprimée en $H^+$ | 0,5 mg/Nm <sup>3</sup>  |
| . alcalins, exprimés en $OH^-$      | 10 mg/Nm <sup>3</sup> . |

### Autosurveillance

#### 60.6. :

Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant.

L'autosurveillance porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs, ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau...).

- le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Ce type de contrôles doit être réalisé au moins une fois par an. Ils peuvent être trimestriels si les flux rejetés sont importants.

Article 61 :

Rejets d'eaux

Les rejets d'eaux résiduaires doivent se faire exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les normes de rejets fixées au paragraphe 61.3. du présent arrêté.

61.1. :

Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épannage, infiltration...) total ou partiel d'effluents provenant de ces ateliers est interdit.

61.2. :

les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et, d'une manière générale, les eaux usées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre IV de l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 ;
- soit des effluents liquides visés au paragraphe 61.3. ci-dessous. Ils doivent alors être traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitée à cet effet.

61.3. :

les normes de rejet en terme de concentration maximale des produits sont définies comme suit, en mg/l (milligrammes par litre d'effluent rejeté), contrôlées sur l'effluent brut non décanté en sortie des installations de traitement :

. fer	5 mg/l
. matières en suspension	30 mg/l
. phosphore	10 mg/l
. nitrites	1 mg/l
. demande chimique en oxygène	150 mg/l
. hydrocarbures (selon norme NF T 90-203)	5 mg/l.

Le pH sera compris entre 6,5 et 9 et leur température inférieure à 30° C.

.../...



61.4. :

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Le débit maximum des effluents rejetés par atelier est fixé à :

- 3,2 m<sup>3</sup>/h (45 m<sup>3</sup>/jour) pour respectivement les chaînes AIR INDUSTRIE, SERIPP et COLONAIR ;

- 1,6 m<sup>3</sup>/h (22,5 m<sup>3</sup>/jour) pour la chaîne TUNZINI.

Ces débits doivent correspondre à un niveau moyen, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans une chaîne de traitement, à moins de 8 l/m<sup>2</sup> de surface traitée.

61.5. :

Les flux maximaux en polluants rejetés sont respectivement fixés à :

	Chaînes AIR INDUSTRIE SERIPP et COLONAIR	Chaîne TUNZINI
fer	0,225 kg/jour	0,115 kg/jour
matières en suspension	1,35 kg/jour	0,675 kg/jour
phosphore	0,45 kg/jour	0,225 kg/jour
nitrites	0,045 kg/jour	0,022 kg/jour
demande chi- mique en oxygène	6,75 kg/jour	3,37 kg/jour
hydrocar- bures	0,225 kg/jour	0,112 kg/jour

.../...

Article 62 :

Surveillance contrôles

Sans préjudice des prescriptions de l'article 32 modifié, des contrôles portant sur l'ensemble des paramètres nécessaires pour apprécier la qualité des rejets au regard de la protection de l'environnement seront effectués à périodicité au moins trimestrielle.

Ces contrôles seront effectués avant rejet et en amont des éventuels points de mélange avec d'autres effluents, sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte.

Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance, ainsi que des commentaires éventuels, sont adressés à l'Inspection des Installations Classées avec les résultats d'autocontrôle visés à l'article 32 modifié.

Article 62 bis :

Délais de mise en conformité

L'exploitant disposera d'un délai expirant le 31 décembre 1988 pour mettre en conformité l'ensemble de ses chaînes de traitement de surfaces aux dispositions du présent arrêté.

Article 7 :

Les dispositions des articles 88 et 90 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 88 :

D'une manière générale, les commutateurs, les coupe-circuits et les fusibles seront placés à l'extérieur du local. Ils en seront séparés par un mur coupe-feu de degré deux heures.

L'éclairage artificiel pourra être effectué, à l'intérieur, par des lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre. Tout autre procédé pourra être admis s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Les conducteurs seront établis suivant les règles de l'art et les normes en vigueur.

.../...

Article 90 :

Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme nue ou d'y fumer.

Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée.

Article 91 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ladite mairie.

Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 92 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
le Maire de la Ville de STRASBOURG,  
les Inspecteurs des Installations Classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont deux ampliations seront notifiées à l'exploitant par la voie administrative.

Strasbourg, le 14 JAN. 1987


Pour Ampliation

P. LE COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
Le Secrétaire Général,

P. le Secrétaire Général  
Le Chef de Bureau



  
Jacques DESCHAMPS

  
Corinne BAECHLER